

# Asif Zardari, sulfureux successeur de Pervez Musharraf à la tête de l'Etat pakistanais

dimanche 7 septembre 2008, par [BOBIN Frédéric](#), [FOLLOROU Jacques](#) (Date de rédaction antérieure : 7 septembre 2008).

## Sommaire

- [Asif Ali Zardari élu président](#)
- [Au moins seize morts après \(...\)](#)
- [Islamabad : l'élection du \(...\)](#)
- [L'horizon judiciaire de M. \(...\)](#)
- [Le Pakistan rétablit trois \(...\)](#)

## ISLAMABAD ENVOYÉ SPÉCIAL

C'était en janvier, quelques jours après l'assassinat de Benazir Bhutto. Au plus profond de la province méridionale du Sind, paysage hors du temps où des charrettes tirées par des buffles longent de vastes domaines féodaux irrigués par l'Indus, Asif Ali Zardari recevait dans la demeure du clan Bhutto, à Naudero. Silhouette haute et ferme, moustache épaisse et cheveu gominé, le veuf de Benazir arborait fière allure et, à voir l'assemblée de courtisans se presser autour de lui sous les lustres du salon, on comprenait que la marche vers le pouvoir était engagée.

## LES GRANDS ÉLECTEURS RÉUNIS POUR LE VOTE

Vingt jours après la démission du chef de l'Etat, Pervez Musharraf, 702 grands électeurs devaient élire, samedi 6 septembre, son successeur. L'élection du président est assurée par les députés et sénateurs réunis au Parlement à Islamabad. Le scrutin concerne aussi les assemblées provinciales du Pendjab, du Sind, du Baloutchistan et de la Province frontalière du Nord-Ouest. Les résultats devaient être annoncés samedi après-midi. Asif Zardari, leader du Parti du peuple pakistanais (PPP), principale formation du pays, devait l'emporter sur le magistrat Saïd-uz-Zaman Siddiqui et Mushahid Hussain, un proche de M. Musharraf.

Huit mois plus tard, M. Zardari (53 ans) a ravi le pouvoir suprême au Pakistan. Il a été élu, par un collège de grands électeurs réuni, samedi 6 septembre à Islamabad, chef de l'Etat. Une fonction dotée de pouvoirs considérables hérités du régime présidentiel bâti par le général Musharraf, auquel il va succéder.

Le nouveau patron du Pakistan aura déjoué bien des pronostics. Lorsque le testament politique de Benazir le sacre nouveau chef du Parti du peuple pakistanais (PPP), la jolie machine politique au service de la dynastie Bhutto, on lui promet les pires ennuis. On anticipe même de méchantes turbulences une fois le deuil levé.

Car l'homme sent le souffre. Il est détesté, à l'extérieur mais surtout à l'intérieur du PPP. Dès son mariage avec Benazir en 1987, les troupes du PPP jurent. « Il était l'étranger qui volait leur princesse », decode Owais Tohid, directeur de l'information à la station de télévision privée Geo, à Karachi.

« Etranger », M. Zardari l'est assurément au regard des codes sociaux qui régissent l'aristocratie terrienne du Sind, dont le clan Bhutto est l'une des familles emblématiques. Les Zardari sont de rang modeste. Les aïeux ont migré du Baloutchistan, où ils gardaient les troupeaux de chameaux.

Néanmoins, le père d'Asif Ali, Hakim Ali Zardari, est un brasseur d'affaires prospère de Karachi, la capitale économique du pays, où il est agent immobilier et possède même une salle de cinéma. Il offre à son rejeton des études au collège privé Saint-Patrick de Karachi, établissement chrétien où l'élite scolarise sa progéniture (Pervez Musharraf y étudia). Le fils Zardari grandit en enfant gâté.

Beau gosse, il se taille une réputation de play-boy. Il brille sur les terrains de polo, sport dont il est fervent. En cette époque où les mœurs pakistanaises étaient plus libres, il s'achète même une discothèque que fréquente le milieu interlope de Karachi.

C'est donc à la stupeur générale que ce jeune bourgeois crâneur et noceur épouse la sage aristocrate Benazir, formée à Oxford et habitée par une ardente mission : perpétuer l'héritage de son père, Zulfikar Ali Bhutto, ex-premier ministre pendu par des militaires putschistes en 1979. Le mariage avait été arrangé. Les deux familles se connaissaient, le père Zardari ayant été un ami du père Bhutto.

Après son retour triomphal d'exil en 1986, Benazir avait besoin de se marier pour plonger dans le chaudron politique pakistanais. La société conservatrice pakistanaise n'aurait guère admis une célibataire. Or les courtisans ne se pressaient pas autour d'elle. Elle intimidait. Elle est belle mais elle est déjà une icône, froide, si pénétrée de son destin.

Asif Ali Zardari, lui, accepte le marché matrimonial concocté par sa belle-mère et la tante de Benazir. Il sait qu'il devra vivre dans son ombre, dans les coulisses d'une carrière qui s'annonce prometteuse. Il ne s'en formalise pas. Il se met à son service. Elle le paiera cher.

On a beaucoup écrit que M. Zardari avait pourri les deux mandats de premier ministre de Benazir (1988-1990, 1993-1996). La thèse arrange les dévots de la dirigeante assassinée, car elle permet d'occulter sa responsabilité personnelle dans ce qui fut, à chaque fois, une aventure dévoyée. Mais il est vrai que l'influence du « prince consort » fut corrosive.

M. Zardari peine à s'arracher à son passé de flambeur. Il fait vrombir ses voitures de sport à travers Islamabad. Il exige un train aux wagons climatisés pour transporter ses chevaux. Fidèle en amitié, il reste entouré d'un aréopage d'affairistes du Sind connus dans son enfance. Et, dans la pénombre du pouvoir, il monte une tuyauterie financière où se mêlent commissions (tracteurs polonais, Mirage français) et licence d'importation d'or. Il s'enrichit et Benazir avec lui.

Ces affaires sont du pain bénit pour les adversaires du PPP, la nomenklatura militaro-bureaucratique qui dirige le Pakistan depuis sa naissance. A chaque fois que Benazir est chassée du pouvoir, en 1990 puis en 1996, Zardari est l'objet de poursuites. Il fera onze ans de prison pour corruption et homicide (aucune procédure n'aboutira).

Derrière les barreaux, il deviendra une monnaie d'échange que le général Musharraf, auteur d'un coup d'Etat en 1999, utilisera pour neutraliser Benazir, en exil à Dubaï. Son mari est libéré en 2004. Il passe alors l'essentiel de son temps à New York à soigner une santé, mentale en particulier, mise à mal par la détention.

La rumeur rapporte que le couple a cessé d'exister, mais M. Zardari reste loyal. Benazir lui en est reconnaissante et en fait son héritier. Après l'assassinat de l'héroïne du PPP, il affecte l'humilité et annonce qu'il confiera à terme le flambeau à leur fils Bilawal. Mais, en attendant, il devient l'un des chefs d'Etat civils les plus puissants que le Pakistan ait connus.

## **Asif Ali Zardari élu président du Pakistan**

Comme prévu, les parlementaires pakistanais ont élu Asif Ali Zardari, veuf de Benazir Bhutto et leader du Parti du Peuple Pakistanais (PPP), à la tête du pays, samedi 6 septembre. Le président de la commission électorale, Qazi Mohammad Farooq, a annoncé à la tribune du Parlement que M. Zardari avait recueilli la majorité des suffrages des 702 grands électeurs, composé des élus à l'Assemblée nationale, au Sénat et aux assemblées des quatre provinces (Pendjab, Sind, Baloutchistan et province frontalière du Nord-Ouest).

Les deux autres candidats, le magistrat Saeed-uz-Zaman Siddiqui et Mushahid Hussain, un proche de l'ancien président Pervez Musharraf, n'ont recueilli que les voix de l'opposition, largement minoritaire dans le collège électoral.

Vingt jours après la démission du général Musharraf, Asif Ali Zardari accède au pouvoir dans un pays en proie au désordre social et économique. Samedi, alors que l'élection de M. Zardari se déroulait encore, un attentat-suicide a fait au moins seize morts dans le nord-ouest du pays, une région où les talibans sont particulièrement présents. Quant à l'économie pakistanaise, elle est plein déclin en raison notamment de l'inflation du prix des produits alimentaires et de la pénurie d'énergie.

Au Pakistan, Asif Ali Zardari reste encore associé aux affaires de corruption qui ont éclaté alors qu'il était ministre. Celui qu'on affuble du surnom « M. 10 % » a passé 11 ans en prison jusqu'en 2004, pour corruption et assassinat, avant d'être amnistié du reste des accusations par le Parlement, sous le règne du président Musharraf en 2007.

LEMONDE.FR avec AFP | 06.09.08 | 12h44 • Mis à jour le 06.09.08 | 12h58

---

## **Au moins seize morts après un attentat-suicide à Peshawar**

Alors que le Parlement et les assemblées des provinces élaient le 14<sup>e</sup> président du pays, un poste qui semble promis à Asif Ali Zardari, le très controversé veuf de Benazir Bhutto, un attentat-suicide a tué au moins seize personnes et blessé 80 autres dans la banlieue de Peshawar, au nord-ouest du Pakistan, selon la police locale.

L'explosion a été si violente que le poste de police visé par la voiture piégée a été entièrement détruit et que des bâtiments se sont effondrés aux alentours, en plein cœur d'un marché fréquenté à

Zanglaï. Aucune revendication n'a été formulée, mais de nombreux attentats imputés à Al-Qaida ont été commis cette année au Pakistan, en particulier dans le Nord-Ouest, une région où les islamistes sont très présents.

Autre incident signalé dans la région du nord-ouest, une fusillade entre taliban et villageois de la vallée de Swat, vendredi, qui a fait au moins vingt morts parmi les civils et six dans les rang du groupe islamiste. « *Les villageois se sont soulevés contre eux et ont tué six activistes lorsqu'ils ont essayé de prendre en otage le pir [saint homme] Samiullah. Leur défiance a mis les activistes en colère et ils ont tué vingt personnes* », a expliqué un représentant des forces de l'ordre à l'agence Reuters.

Par ailleurs, un tremblement de terre, dont l'épicentre a été localisé à 275 km au nord-est de Kaboul, en Afghanistan, a été ressenti en Inde et au Pakistan, samedi. Un séisme d'une magnitude de 5,6 degrés « *a été très violent et a duré une dizaine de secondes* », selon un responsable afghan. Aucun bilan n'a encore été fourni par les pays affectés par le ce séisme. En octobre 2005, un tremblement de terre a fait 73.000 morts dans le nord du Pakistan.

LEMONDE.FR avec AP, Reuters et AP | 06.09.08 | 11h23 • Mis à jour le 06.09.08 | 12h45

---

## **Islamabad : l'élection du président renforce le pouvoir civil**

### ISLAMABAD ENVOYÉ SPÉCIAL

Le début d'une nouvelle ère ? Le transfert du pouvoir des militaires aux civils au Pakistan devrait connaître sa consécration, samedi 6 septembre, avec l'élection d'un nouveau président de la République, à Islamabad, en remplacement du général Pervez Musharraf. Ce scrutin réveille l'espoir d'un retour à la stabilité dans un pays en proie à une véritable insurrection islamiste sur sa frontière avec l'Afghanistan. Selon toute vraisemblance, Asif Ali Zardari (53 ans), veuf de Benazir Bhutto, assassinée le 27 décembre 2007, devrait recueillir la majorité du collège des 702 grands électeurs, composé des élus à l'Assemblée nationale, au Sénat et aux assemblées des quatre provinces (Pendjab, Sind, Baloutchistan et province frontalière du Nord-Ouest).

Ce scrutin présidentiel a été précipité par la démission, le 18 août, de M. Musharraf, l'ex-homme fort du pays, qui avait exercé un pouvoir sans partage depuis son putsch de 1999. Après le triomphe des partis démocratiques aux élections législatives du 18 février, M. Musharraf était sur la défensive. Il a dû cohabiter avec l'ex-opposition revenue aux affaires au sein d'un gouvernement de coalition, qui l'a finalement forcé au départ en le menaçant des foudres d'une procédure de destitution.

Ce retour au pouvoir des civils consacre, surtout, le retour aux commandes du Parti du peuple pakistanaï (PPP), le parti du clan Bhutto, qui a amplement capitalisé sur l'émotion populaire soulevée par le « martyr » de Benazir. Le PPP n'a cessé d'affermir son assise depuis les élections de février, qui l'ont imposé comme première force du pays. Il a placé l'un des siens à la tête du gouvernement, en la personne de Syed Yousouf Raza Gilani, puis a consolidé des alliances avec des petits partis, où se mêlent formations régionalistes et islamistes. En remportant probablement, samedi, la présidence de la République, le PPP devrait se retrouver en position quasi hégémonique.

M. Zardari est le grand bénéficiaire de cette nouvelle donne. « *Il est déjà le patron, commente un*

*diplomate étranger. Le pays s'arrête quand il est en voyage hors des frontières. »* Figure éminemment controversée en raison de son implication présumée dans des affaires de corruption ou d'homicide (dont aucune n'a abouti), qui lui ont valu près de onze ans passés en prison, le veuf de Benazir Bhutto a su surmonter les préventions, voire l'hostilité qu'il suscitait initialement au sein de son parti. « *Le PPP l'a finalement suivi par respect de l'héritage de Benazir, mais aussi par crainte de son pouvoir fraîchement accumulé* », analyse Absar Alam, chef du bureau de la station privée de télévision Geo, à Islamabad.

## PROMESSES RENIÉES

L'inquiétude qu'inspire sa personnalité changeante n'en reste pas moins vive. Afin d'arriver à ses fins - la consolidation de son pouvoir personnel - M. Zardari n'a cessé de renier ses promesses, provoquant ainsi l'éclatement de la coalition avec l'autre formation démocratique, la Ligue musulmane du Pakistan de Nawaz Sharif (PML-N). Il a d'abord enlisé le processus de réhabilitation des 60 juges limogés par M. Musharraf, apparemment de peur que l'ex-président de la Cour suprême, Iftikhar Mohammad Chaudhry, ne remette en cause l'amnistie dont il avait bénéficié en 2007.

Puis il a posé sa candidature à la présidence de la République alors qu'il s'était entendu avec M. Sharif sur le soutien conjoint à une « *personnalité non partisane* ». Enfin, il semble avoir oublié l'engagement pris de réduire les pouvoirs exorbitants que M. Musharraf avait conférés au poste de chef de l'Etat, en particulier celui de dissoudre le Parlement. Conscient des dégâts infligés à son image, notamment à l'étranger, par cette série de promesses non tenues, M. Zardari a tenté de rectifier le tir en publiant, jeudi 4 septembre, dans le *Washington Post*, une tribune affirmant qu'il honorerait sa parole. Mais le doute qui pèse désormais sur sa crédibilité demeure profond.

Les défis qui attendent M. Zardari au lendemain de sa probable élection sont immenses. Il lui faudra redresser une économie déclinante, plombée par une inflation du prix des produits alimentaires et une pénurie d'énergie dont la population souffre cruellement, et faire avaliser à une opinion publique récalcitrante une offensive militaire dans les zones tribales conduite sous pression américaine. Mais la crainte de nombreux Pakistanais est que ces questions de fond ne soient occultées par le réveil de querelles partisans avec la PML-N de Nawaz Sharif, soit la réédition du scénario calamiteux qui avait conduit au putsch du général Musharraf en 1999.

**Frédéric Bobin**

*\* Article paru dans le Monde, édition du 06.09.08.*

LE MONDE | 05.09.08 | 14h14 • Mis à jour le 06.09.08 | 11h06

---

## CHRONOLOGIE

Octobre 2007. Retour d'exil de Benazir Bhutto et de son époux, Asif Ali Zardari.

15 décembre. Instauration de l'état d'urgence au Pakistan, pour un mois, par le président Pervez Musharraf.

27 décembre. Benazir Bhutto est assassinée lors d'une réunion électorale à Rawalpindi, près d'Islamabad. M. Zardari et son fils sont désignés co-dirigeants du Parti du peuple pakistanais (PPP),

principale formation du pays.

18 février 2008. Le PPP remporte les élections législatives.

18 août. Démission du chef de l'Etat, Pervez Musharraf.

6 septembre. Election présidentielle par un collège composé des élus à l'Assemblée nationale, au Sénat et de quatre assemblées provinciales.

---

### **L'horizon judiciaire de M. Zardari s'est opportunément éclairci**

Au Pakistan, l'avenir des procédures judiciaires est souvent lié aux aléas de la vie politique, surtout lorsqu'elles visent des candidats au pouvoir suprême. Le cas d'Asif Ali Zardari, devenu leader du Parti du peuple pakistanais (PPP) après la mort de son épouse, Benazir Bhutto, fin 2007, et en passe de diriger le pays, ne déroge pas à cette tradition.

Emprisonné au Pakistan, en 1990, pour racket, il est blanchi de ces faits, en 1993, quand son épouse est premier ministre. En 1997, il est de nouveau incarcéré, après le départ de sa femme, pour corruption et meurtre, avant d'être expulsé en 2004.

En 2007, soucieux d'apaiser les tensions politiques et d'assurer sa propre réélection, le président Pervez Musharraf négocie avec le couple Bhutto l'abandon des poursuites sous la forme d'une ordonnance de réconciliation. Pour autant, par de subtiles considérations juridiques, les poursuites engagées par le Pakistan en Suisse, contre M. Zardari, restaient pendantes.

La démission de M. Musharraf de la présidence, le 18 août, a permis au gouvernement pakistanais, dirigé par un membre du PPP, de lever les dernières hypothèques sur l'avenir judiciaire du futur président du Pakistan.

Le 25 août, la justice helvétique a, en effet, décidé de classer l'affaire de blanchiment visant M. Zardari, faute du maintien de la plainte initiale par les autorités pakistanaises, désormais totalement aux mains du PPP.

La justice genevoise suspectait M. Zardari d'avoir perçu, en 1997, 8,8 millions d'euros de l'entreprise suisse Cotecna afin d'obtenir un marché au Pakistan. L'argent aurait été versé sur l'un de ses comptes à Genève. Les investigations avaient mis en lumière d'autres mouvements de fonds suspects d'un montant total de 36,6 millions d'euros entre la Suisse et des paradis fiscaux. Les soupçons concernant M<sup>me</sup> Bhutto, qui aurait bénéficié d'une partie des fonds, se sont éteints avec sa mort.

Le procureur général de Genève, Daniel Zappelli a assuré au Monde que « l'avenir de la procédure dépend du Pakistan, qui a initié cette enquête en tant que partie civile ; en matière de blanchiment, il ne pouvait y avoir de procès sans la collaboration du Pakistan, lieu où a été commise l'infraction initiale ».

L'avocat suisse de M. Zardari, M<sup>e</sup> Saverio Lembo, a indiqué au Monde que son client était « une victime politique du régime pakistanais, en ayant fait huit ans de détention préventive dans son pays

sans jamais être condamné ».

**Jacques Follorou**

*\* Article paru dans le Monde, édition du 06.09.08.*

LE MONDE | 05.09.08 | 14h14 • Mis à jour le 05.09.08 | 14h14

---

## **Le Pakistan rétablit trois juges limogés par Musharraf**

La Cour suprême du Pakistan a rétabli dans leurs fonctions, vendredi 5 septembre, trois des soixante juges qui avaient été limogés par l'ancien président Pervez Musharraf l'an dernier. A la veille de l'élection présidentielle, ce geste apparaît comme une nouvelle victoire pour le veuf de Benazir Bhutto, Asif Ali Zardari, qui devrait être élu à la tête du pays samedi. Le gouvernement a néanmoins refusé de réintégrer le président de la Cour suprême Iftikhar Mohammed Chaudry, perçu comme l'un des juges les plus virulents à l'encontre de l'ancien président.

Cette purge au sein de l'institution judiciaire, en novembre dernier, avait porté un coup sévère à la popularité de Pervez Musharraf et contribué à porter au pouvoir, lors des législatives de février, une coalition dirigée par le Parti du peuple pakistanais (PPP), dirigé par Asif Ali Zardari. Ce dernier avait obtenu la démission de Musharraf le mois dernier et devrait être facilement élu président par les grands électeurs samedi.

Le rétablissement de ces juges est au cœur d'un contentieux de plusieurs semaines entre les deux grands partis de la coalition formée en février, le PPP et la Ligue musulmane du Pakistan, dirigée par l'ancien premier ministre Nawaz Sharif. Celui-ci a quitté la coalition fin août devant le refus de M. Zardari de réhabiliter l'ensemble des soixante juges limogés, craignant apparemment que l'ex-président de la Cour suprême ne remette en cause l'amnistie dont il avait bénéficié en 2007.

LEMONDE.FR avec AP | 05.09.08 | 20h33 • Mis à jour le 05.09.08 | 21h02

---